

Aménager naturellement pour se passer de pesticides

Depuis plus de 30 ans, il est interdit d'utiliser des pesticides sur les chemins, les routes et les places. Mais de nombreuses communes ne respectent pas ou peu ces dispositions. Pourtant, l'entretien écologique n'est pas si laborieux.



Les communes ont beaucoup de possibilités de créer des habitats précieux: Des surfaces rudérales en friche avec leurs arbustes sauvages attirent de nombreux insectes et oiseaux.

Photo: Thomas Ryffel

Utiliser du poison pour se débarrasser des mauvaises herbes est facile et bon marché. Mais les herbicides pulvérisés sur des surfaces en dur s'infiltrent rapidement dans les eaux souterraines ou s'écoulent avec les eaux de pluie. On peut être tenté de penser que cette quantité infime de produits chimiques ne peut pas nuire à l'environnement et qu'une fois mélangée à l'eau, elle sera finalement éliminée dans la station d'épuration la plus proche. Mais ce n'est pas le cas, comme nous explique Stefan Hasler, directeur de l'Association suisse des professionnels de la protection des eaux (VSA). «De nombreuses substances arrivent directement dans les rivières et les lacs en passant par les canalisations d'eaux pluviales.»

Depuis 1986, les communes suisses n'ont plus le droit d'utiliser des herbicides sur les chemins, les routes et les places. Mais cette interdiction est loin d'être respectée, comme le montre une étude de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV). Une commune sur cinq

seulement renonce entièrement aux herbicides. Comparés à une étude plus ancienne, les chiffres prouvent même que l'utilisation de produits chimiques pour lutter contre les mauvaises herbes a tendance à augmenter.

«L'élimination mécanique ou manuelle des mauvaises herbes n'est pas toujours aussi efficace que l'utilisation d'herbicides. Et souvent elle prend plus de temps», explique Robert Gartner, chef de l'équipe d'entretien des espaces verts à Baden. Depuis deux ans, cette petite ville argovienne lutte contre les mauvaises herbes avec de l'eau bouillante. «C'est efficace et bien plus durable que les autres méthodes que nous avons testées.» Selon lui, les efforts financiers et la main-d'œuvre à mettre en place sont un tiers plus élevés.

La commune fribourgeoise de Wünnewil-Flamatt minimise ce surcoût en partageant un appareil de production d'eau chaude avec trois communes

voisines. Cela fonctionne bien, déclare Roland Kormann, responsable délégué du service d'exploitation. «Mais il ne faut pas s'attendre à un miracle. Il faut deux à trois ans avant d'obtenir des résultats durables.» Cette commune de 5500 habitants ne combat pas non plus les plantes néophytes envahissantes avec des poisons. «Dans le village, nous avons des professeurs engagés qui, avec leurs élèves, arrachent les plantes problématiques.»

De nombreuses communes sont encore loin d'un tel modèle de coopération, comme le montre l'étude de l'OFEV. Souvent, les collaborateurs des services municipaux se sentent abandonnés par les pouvoirs politiques. Stefan Hasler du VSA pense que les mentalités doivent changer non seulement auprès des autorités, mais aussi chez les habitants et dans l'agriculture: «L'érosion de la biodiversité à cause des pesticides est l'un des plus grands défis de notre époque. La Suisse, avec sa tendance à tout nettoyer, possède de vrais atouts: il faut que les espaces publics y compris les cimetières soient aménagés de manière naturelle pour éviter l'emploi de produits chimiques pour leur entretien.»

*Corinne Landolt
en collaboration avec l'Association
suisse des professionnels de la
protection des eaux (VSA)*

Pour de l'eau propre dans les communes

L'Association suisse des professionnels de la protection des eaux (VSA) s'engage depuis 75 ans pour des eaux propres et vivantes. Le VSA propose aux communes des formations et des perfectionnements sur mesure, des connaissances techniques à jour et des moyens de communication précieux pour sensibiliser la population à la protection des eaux. Détails dans le flyer en annexe.